



PROGRAMME DE RADIO RURALE

La fertilité du sol

7 interviews enregistré pendant un séminaire organisé par le CTA,
octobre 2003

CTA Centre technique de coopération agricole et rurale
Postbus 380, 6700 A J Wageningen, Pays Bas
Tél (31) (0) 317 467100 Fax (31) (0) 417 467067

produit pour le CTA par WREN*media*
Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, UK.
Tél (44) (0) 1379 586787 Fax (44) (0) 1379 586755

CTA

Programme de radio rurale

La fertilité du sol

Les sols souffrent

André Bationo

5'09

Spécialiste en sciences du sol (TSBF – Nairobi) et coordinateur de Afnet

La fertilité des sols africains n'a jamais été aussi menacée. Les sols souffrent aussi du fait que les agriculteurs n'ont pas les moyens de les entretenir . . .

L'approche 'écosystème'

Sally Bunning

5'37

Division de la mise en valeur des terres et des eaux, FAO

Ça reste très difficile de faire passer le message qu'un sol en bonne santé est essentiel si on veut que les plantes poussent bien . . .

Un nouveau réseau - AFAMIN

Kofi Debrah

4'13

Le programme Politique et Développement des marchés à l'IFDC

La particularité du nouveau réseau baptisé AFAMIN est de s'intéresser aux prix des intrants agricoles comme les graines et les engrais . . .

Une question d'information

Marie Lougue

4'39

Coordinatrice d'une organisation de femmes, Bourkina Faso

Améliorer la fertilité des sols africains est loin d'être uniquement une question technique. C'est une question d'information. Quelles sont les solutions disponibles?

Le marché - trop petit!

Patrick Heffer

4'22

IFA – l'Association internationale de l'industrie des engrais

Les agriculteurs africains utilisent en moyenne moins d'engrais que les autres fermiers du monde. Le coût élevé des intrants se combine avec les prix bas des produits agricoles . . .

Une priorité internationale?

Yves Coffi Prudencio

4'49

Coordinateur pour l'Afrique sub-saharienne

de l'Initiative pour la fertilité des sols de la Banque mondiale

Le Sommet mondial pour l'alimentation en 1996 a fait de la question de la fertilité des sols une priorité internationale et un nouveau champ d'action pour le Banque mondiale . . .

Pour réduire le coût

Djibril Ndiaye

2'17

Directeur de Mali Agri Service, filiale des Industries chimiques du Sénégal

La concurrence étrangère et les problèmes logistiques conduisent à une surévaluation des cours des engrais - au détriment des agriculteurs qui ne peuvent assumer des coûts d'approvisionnement aussi élevé.

La fertilité du sol

Les sols souffrent

Interview de André Bationo

Spécialiste en sciences du sol (TSBF – Nairobi)* et coordinateur de AFNET**

Introduction: La fertilité des sols africains n'a jamais été aussi menacée. Outre les contraintes climatiques et biophysiques, les sols souffrent aussi du manque de moyens des agriculteurs pour les entretenir. Ce constat a été au cœur d'un séminaire organisé par le CTA aux Pays-Bas en novembre 2003. Isabelle Biagiotti a interviewé à cette occasion le Dr André Bationo et recueilli son plaidoyer pour une approche globale et intégrée du problème de la fertilité des sols.

Commencement de la bande : «Si on prend la somme...
Fin de la bande : ...l'efficacité de l'eau.»
Durée de la bande : 5'09

*TSBF est un institut spécialisé dans l'étude des sols et de leur fertilité au sein du Ciat – Centre international d'agronomie tropicale. Il est basé à Nairobi, Kenya. Contact Internet : www.ciat.cgiar.org

**AFNET est un réseau africain de scientifiques travaillant sur la fertilité des sols.

Contacts : TSBF c/o World Agroforestry Center, United Nations Avenue, Gigiri, PO Box 30677, Nairobi, Kenya.
Tel : + 254 2 524754 – 5 – 66
Fax : + 254 2 568713
Mail : A.Bationo@cgiar.org

La fertilité du sol

Les sols souffrent

- Bationo : Si on prend la somme des sols au sud du Sahara, on se rend compte que chaque année nous perdons 4,4 millions de tonnes d'azote qui sont perdus pour l'agriculture, pour la production agricole. En même temps, pendant que nous perdons jusqu'à 4,4 millions de tonnes, ce que nous utilisons comme azote, ne représente que 0,8 millions de tonnes d'azote par an.
- Biagiotti : *Et est-ce que ceci veut dire que c'est uniquement un problème de gestion humaine ou est-ce que d'autres facteurs entrent en ligne de compte ?*
- Bationo : C'est beaucoup de facteurs, pourquoi ces pertes, c'est énormément de facteurs. C'est sûrement dû en grande partie à l'impossibilité des paysans d'investir pour remplacer ces éléments qui sont perdus.
- Biagiotti : *Et donc qu'est-ce qu'il faut faire pour inverser cette tendance pour que les paysans puissent agir positivement sur leurs sols ?*
- Bationo : C'est un problème extrêmement complexe qui n'a sûrement pas de réponse très simple, bien entendu. Maintenant que le problème a été bien identifié, c'est de trouver tous les voies et moyens, par exemple, je ne sais pas, un système de crédit approprié de façon à ce que les paysans puissent investir et pouvoir maintenir leur sol pour une production non seulement durable mais une productivité beaucoup plus élevée.
- Biagiotti : *Vous êtes un spécialiste du sol et quand on vous demande qu'est-ce qu'il faut faire, vous ne parlez pas d'améliorer directement le sol mais plutôt d'aider les paysans à le faire, donc vous avez une approche qui n'est pas uniquement celle de la science du sol.*
- Bationo : Ah oui, actuellement nos idées ont beaucoup changé. Au début, on pensait qu'on n'a qu'à rester dans nos laboratoires, développer des technologies, et puis ça va être automatiquement adoptées par les paysans. On s'est aperçu que le problème n'est pas seulement biophysique, il est aussi social, il est aussi économique. On sait que pour que toutes ces choses se passent, pour que la faculté des sols soit redressée, il faut penser aux problèmes de marché. Il faut aussi penser à un environnement politique qui est porteur, qui peut permettre donc aux paysans d'investir. Il faut être sûr que les sols soient conservés. On ne peut plus avoir une approche thématique si on veut que le problème soit résolu. On est obligé d'avoir une approche multidisciplinaire. Si on regarde les cas succès où il y a une restauration de la faculté des sols, c'est chaque fois quand il y a une culture de rente. Quand on regarde par exemple la zone cotonnière que ce soit au Mali ou au Burkina, c'était la porte d'entrée pour pouvoir améliorer la faculté des sols.

Biagiotti : Pendant toute cette conférence, on a vu beaucoup de débats entre la priorité à donner à l'amélioration des sols ou à l'irrigation. Est-ce que ce sont deux approches pour vous qui s'opposent ou qui sont complémentaires ?

Bationo : A mon avis, les deux actions sont complémentaires. Mais je pense c'est extrêmement important de savoir ce qui est beaucoup plus facile à faire, ce qui peut être plus rentable. L'irrigation, les ouvrages d'irrigation, c'est très coûteux, et au point de vue rentabilité, les jeunes ne se rendent pas compte que c'est beaucoup moins rentable que si on améliorait la fertilité des sols. Dans la zone sahélienne où tout le monde est convaincu que le facteur le plus limitatif c'est l'eau. Ce n'est pas exactement ça. Dans les zones où on a autour 400 et 500 ml d'eau, nos recherches ont montré qu'une fois que vous améliorez la fertilité du sol, chaque millimètre d'eau peut vous permettre de récolter 4 kilogrammes de céréales. Par contre, si vous n'améliorez pas la fertilité, le même millimètre d'eau ne permettra de récolter qu'1 kilogramme de céréales. En fait, la fertilité des sols est tellement limitative pour la production que en général, dans cette zone sahélienne par exemple, c'est seulement 10 % de l'eau qui tombe qui est utilisée par les cultures. Mais on sait aussi que si on a des ouvrages qui retiennent tels que les cordons pierreux, les ayes, qui font plus de retenue d'eau, ça va aussi augmenter l'efficacité des engrais. Donc c'est une situation où chacun gagne. Si on combine une bonne récolte de l'eau, on augmente l'efficacité des engrais, et en éclairant aussi les engrais, on augmente aussi énormément l'efficacité de l'eau.

La fertilité du sol

L'approche 'écosystème'

Interview de Sally Bunning

Division de la mise en valeur des terres et des eaux, FAO.

Introduction: Pour Sally Bunning, on ne protège jamais assez la santé des sols. Beaucoup trop de pratiques agricoles aujourd'hui sont très dommageables. Pourtant cela reste difficile de faire passer le message qu'un sol en bonne santé, un sol vivant, est essentiel si on veut que les plantes poussent bien. Sally Bunning, qui a travaillé des années sur le terrain en Afrique, fait maintenant partie de la Division de la mise en valeur des terres et des eaux à la FAO. Isabelle Biagiotti l'a rencontrée en novembre 2003 lors d'un séminaire organisé et financé par le CTA, au cours duquel les représentants du secteur public et du secteur privé ont débattu de la meilleure méthode pour aider les agriculteurs à investir dans la fertilité de leurs sols. Mais comment doit-on définir cette fertilité ?

Commencement de la bande :	« Je trouve que le terme ...
Fin de la bande :	... dont je viens de parler. »
Durée de la bande :	5'37

La fertilité du sol

L'approche 'écosystème'

Bunning : Je trouve que le terme « productivité du sol » est beaucoup plus facile que la fertilité parce que la fertilité on pense seulement à la question des engrais ou des éléments fertilisants. Donc la productivité des terres tient compte des questions de l'eau, du sol et des ressources biologiques. Mais peut être aussi je voudrais mettre un accent sur la santé du sol. Et je pourrai vous donner une définition qui a été fournie par un certain John Doran qui a dit que c'est « la santé du sol c'est la capacité du sol de continuer à fonctionner comme un système dynamique et vivant, en vue de maintenir la productivité biologique, de promouvoir la qualité de l'eau et de l'air et de permettre aux plantes, aux animaux et aux êtres humains de rester en bonne santé. » Donc c'est l'approche « écosystème » qui est importante dans laquelle on tient compte de l'homme comme un élément central mais de gérer tout le système.

Biagiotti : *Donc ça veut aussi un peu dire que le sol lui aussi est vivant et qu'on l'oublie trop souvent ?*

Bunning : Oui, en fait, si on pourrait voir, peut être on aura peur de marcher sur la terre parce que dans un gramme seulement du sol, on peut trouver les millions des organismes et des milliers des bactéries. Un ver de terre peut bouger des tonnes de sol dans une année. Donc vraiment ça bouge.

Biagiotti : *La richesse de ce sol, comment la protéger ?*

Bunning : Oui, donc, la richesse, il faut connaître quelles sont les fonctions du sol, par exemple le recyclage des éléments nutritifs ou la décomposition de la matière organique ou même le stockage du carbone dans le sol. Donc, toutes ces fonctions sont très importantes pour éviter la dégradation. Il y a un problème aujourd'hui avec l'intensification de l'agriculture parce qu'il y a les mauvaises techniques, donc avec les monocultures on perd de la capacité de bio contrôle, on perd l'option de recyclage des éléments nutritifs et même aussi la fixation de l'azote par les micro-organismes. En Afrique, en particulier, il y a une tendance de brûler tous les résidus des cultures ou la matière organique parce qu'on pense qu'il y a risque de maladie. C'est très très mauvais pour le sol parce qu'on perd toute la capacité de restaurer la matière organique qui est une substance fondamentale pour la rétention de l'eau et des éléments nutritifs mais aussi pour éviter l'érosion. Peut être un autre aspect négatif c'est la question de cultiver le sol toutes les années parce qu'il y a une dégradation des sols qui perdent toute sa structure naturelle qui permettent à la racine d'obtenir ses besoins.

Biagiotti : *Quels types de projets doivent être entrepris pour encourager de nouvelles pratiques, pour changer ces habitudes ?*

Bunning : Nous travaillons en fait avec une approche qui s'appelle Farmers fields schools en anglais, mais la traduction en français c'est pas parfait, c'est les champs-écoles paysannes. Mais l'idée c'est d'avoir une séance de formation tout au long de la saison culturale. Donc dès qu'on a un problème, on essaie de former les facilitateurs et les personnes qui travaillent avec les groupements, comment résoudre ces problèmes avec les paysans pour que c'est un processus de recherche action avec les agriculteurs et c'est eux-mêmes qui apprennent comment être en mesure de faire la recherche eux-mêmes.

Biagiotti : Et est-ce qu'il faudrait pas aussi envisager des actions éducatives au niveau international, au niveau des Etats ?

Bunning : Oui, effectivement, au niveau politique, il y a des problèmes énormes parce que la convention sur la biodiversité par exemple et la convention pour combattre la dégradation des terres, ils sont gérées par les ministères de l'Environnement. Et nous avons un problème dans le secteur agricole pour démontrer l'importance de ne pas travailler seulement au niveau du champ mais aussi à une échelle plus grande sur le bassin versant pour assurer qu'on maintient pas seulement la productivité des terres qui est fondamentale mais aussi tous les services de l'écosystème : le régime hydrologique, le stockage du carbone, le bio contrôle.

Biagiotti : Pour mener à bien toute cette campagne est-ce que la FAO dispose de toutes les informations dont elle aurait besoin ?

Bunning : Pas du tout en fait, nous manquons beaucoup parce que la vitalité du sol, c'est une question qui est connue par les chercheurs et les centres universitaires mais il y a très peu d'information dans la pratique au niveau des agriculteurs. Donc nous demandons à tout le monde de nous fournir les études de cas, les expériences pratiques, pour démontrer comment on peut mieux gérer le recyclage des éléments nutritifs et toutes ces questions dont je viens de parler.

La fertilité du sol

Un nouveau réseau - AFAMIN

Interview de Kofi Debrah

Directeur du Programme « Politique et développement des marchés » à l'IFDC*

Introduction: La plupart des systèmes d'information sur les marchés ciblent le prix des céréales, des fruits, des légumes, du bétail, etc. La particularité du nouveau réseau baptisé AFAMIN – African Agricultural Inputs Market Information Network – est de s'intéresser aux prix des intrants agricoles comme les graines, les récoltes, les produits phytosanitaires et les engrais.

Créé il y a un an par la coopération néerlandaise, ce réseau est géré par l'IFDC, Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole, basé à Togo et qui dispose de différents bureaux en Afrique de l'Ouest. Kofi Debrah dirige le Programme « Politique et développement des marchés » à l'IFDC. Isabelle Biagiotti l'a interviewé lors d'un séminaire organisé et financé par le CTA, où des représentants du secteur public et du secteur privé sont venus discuter de la meilleure façon d'aider les paysans africains à investir dans la fertilité de leurs sols. Kofi Debrah a parlé de son réseau et de ses utilisateurs.

Commencement de la bande:	« Le réseau collecte l'information ...
Fin de la bande:	...mouvements de ces voyages. Exactement.»
Durée de la bande:	4'13

*IFDC : Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole.

La fertilité du sol

Un nouveau réseau - AFAMIN

- Debrah : Le réseau collecte l'information sur les prix, les tendances, les disponibilités des intrants dans le site web <www.afamin.net>. Nous essayons de décrire les tendances de ces produits, pardon des intrants agricoles et faire les comparaisons analytiques entre pays et donner les informations clef pour la prise de décision des paysans, les décideurs, les opérateurs économiques, les bailleurs de fonds, ainsi de suite.
- Biagiotti : Ce sont ces membres de ce réseau qui donnent ces informations ou c'est vous qui les produisez ?*
- Debrah : Nous travaillons avec cinq pays, à savoir le Ghana, le Togo, le Burkina Faso, le Mali, le Nigeria. Dans chacun de ces pays, il y a les observateurs qui se trouvent dans certains marchés qui chaque mois collectent des informations sur les tendances et les prix. Ils remontent ça au niveau des pays. Nous, à notre tour, nous prenons ces informations, pour faire l'analyse comparative dans leur sous-région.
- Biagiotti : Toutes ces informations qui sont disponibles donc sur Internet et elles permettent aux membres du réseau de mieux agir, elles leur permettent de mieux se positionner sur le marché, elles leur permettent quel type de ?*
- Debrah : Certainement. Les paysans comparent ces informations pour voir où c'est le moins cher pour aller s'approvisionner. Et il y a aussi les opérateurs économiques qui pourraient, à travers le réseau et l'internet, annoncer les disponibilités de ce que eux ils ont, comme ça le marché est, naturellement, élargi.
- Biagiotti : Quelque part vous créez plus de transparence sur les marchés. Est-ce que cette transparence est toujours positive pour tous les membres ou est-ce qu'elle peut créer des distorsions ?*
- Debrah : La transparence est positive pour tout le monde parce que, à l'heure actuelle, sans le réseau, les gens se limitent uniquement dans leur pays ou bien dans leur région. Avec ce genre de transparence dans le marché élargi, il y a plus de compétitivité, les gens ont beaucoup plus de choix.
- Biagiotti : Est-ce que ça peut aussi leur permettre de comparer leur situation par rapport à leurs pays voisins et en venir à réclamer l'intervention des pouvoirs publics ?*
- Debrah : Ca, c'est important parce que là où la situation ne les favorise pas, ils ont la possibilité de réagir à travers les associations pour mettre un peu de pression sur leur gouvernement pour essayer de faire quelque chose pour baisser les prix des intrants.

Biagiotti : *La participation à ce réseau est ouverte à tout le monde ou est-ce qu'il faut payer pour avoir ces informations ?*

Debrah : Ce réseau existe depuis mai 2001. Mais il a été inauguré en décembre 2002. Actuellement, c'est gratuit puisque nous avons les fonds des bailleurs de fonds pour deux, trois ans. Nous sommes dans la quatrième année et nous sommes en train de voir avec les gouvernements pour continuer à supporter et aussi nous pensons donner les réseaux aux associations pour qu'ils puissent au moins faire les publicités payantes ou bien si il y a des affaires qu'ils ont eues à travers ces réseaux, qu'ils versent un pourcentage de la valeur.

Biagiotti : *Vous êtes content des informations qu'il y a dans ce réseau ou vous souhaitez le développer encore vers de nouvelles activités ?*

Debrah : Nous voulons au moins étendre ça au niveau du réseau des transporteurs. A l'heure actuelle, il n'y a pas suffisamment d'informations au niveau des transporteurs qui vient avec les marchandises et souvent il attend pendant des années, heu, pendant des journées, ce sont des marchandises pour l'aller retour, donc nous comptons inclure des informations sur les mouvements de ces voyages. Exactement.

La fertilité du sol

Une question d'information

Interview de Marie Lougue
Coordinatrice d'une organisation de femmes.

Introduction: Améliorer la fertilité des sols africains n'est pas qu'un problème technique. Les ressources financières et les informations sont aussi nécessaires. Quelles sont les solutions disponibles ? Quels sont leurs coûts, leurs avantages et leurs inconvénients ? Qui peut aider à les mettre en œuvre ? Voici quelques questions concrètes auxquelles se confrontent les agriculteurs africains, et tout particulièrement les femmes. Leurs représentants viennent à des séminaires comme celui organisé par le CTA en novembre 2003, sur le rôle de l'information dans la gestion durable de la fertilité des sols, pour trouver réponse à ces questions.

Isabelle Biagiotti a rencontré Marie Lougué, coordinatrice d'une organisation de femmes au Burkina Faso, venue chercher les informations nécessaires pour nourrir l'espoir des 10 000 femmes et des 1000 hommes qui se battent dans son organisation pour redonner un avenir à leurs terres.

Commencement de la bande : « Pour moi la fertilité des sols ...
Fin de la bande : ... pourrons réussir le développement. »
Durée de la bande : 4'39

La fertilité du sol

Une question d'information

- Lougue : Pour moi, la fertilité des sols c'est avoir un sol où on peut cultiver et avoir beaucoup de récoltes.
- Biagiotti :* *Pourquoi c'est important pour une organisation comme la vôtre de venir à un séminaire comme celui qu'organise le CTA aujourd'hui ?*
- Lougue : Parce que l'information ne passe pas tellement dans les pays africains et CTA est un réseau d'information et il pourrait nous être utile pour communiquer avec d'autres organisations paysannes, pour des échanges d'idées afin de mieux agencer nos activités sur le terrain.
- Biagiotti :* *De quelles informations les femmes et les hommes avec qui vous travaillez ont-ils besoin sur le terrain ?*
- Lougue : Nous avons besoin des informations par rapport à la fertilisation du sol parce que les paysans sont conscients que leur sol n'est pas fertile. Et comment le fertiliser, nous n'avons pas assez de techniques pour cela. Nous voulons connaître d'autres techniques pour l'ajouter à ce que nous utilisons déjà afin de mieux fertiliser nos sols. Et les prix sur les marchés après les récoltes.
- Biagiotti :* *C'est si difficile que ça pour les paysans d'avoir ces informations ?*
- Lougue : Oui parce que nous ne connaissons pas les intrants, nous ne connaissons pas leurs prix et d'où ça vient et il y a une période pour cela. Par exemple la période du mois d'avril et de mai, c'est la période de vente des intrants et c'est plus cher parce que les paysans en ont besoin immédiatement. Et si nous savons où les avoir, bon, nous pouvons les avoir à meilleur marché. Nous pouvons aussi nous-mêmes faire les intrants, c'est la fumure organique, que nous faisons dans des fosses fumières, et cette année nous avons cherché des bailleurs de fonds pour nous financer ces fosses fumières, nous n'avons pas eu.
- Biagiotti :* *Qu'est-ce que vous avez envie de dire à tous les autres participants de ce séminaire, qui rassemble aussi des représentants des ministères, des scientifiques, des bailleurs de fonds ?*
- Lougue : J'ai envie de leur dire que durant tout le séminaire, ce que je n'ai pas entendu, c'est qu'il y a un des faits dans nos régions qui fait que le sol se dégrade de jour en jour, c'est la coupe abusive des forêts. Et aucun chercheur n'a parlé de cela. Lorsqu'il y a la forêt, l'eau reste plus longtemps quand il pleut. Et quand il n'y a plus de forêt maintenant, là nous voyons l'avancée du désert. Et aucun chercheur ne s'est penché sur cela. J'ai envie de dire aux chercheurs d'en faire une priorité de recherche. Et pour les décideurs, j'ai envie de leur dire de dire aux gouvernements d'aider les organisations paysannes à la base afin qu'ils

puissent avoir accès à la terre. Par exemple, chez nous au Burkina, les femmes n'ont pas tellement accès à la terre et c'est une des priorités, les Etats ont signé les protocoles mais l'action sur le terrain n'est pas une réalité. Et les chefs coutumiers donnent les terres les plus mauvaises aux femmes. Nous essayons de les fertiliser et de travailler avec ces terres mais quelquefois, nous sommes confrontés à des retraits de terres parce que les hommes ont vu que ces terres sont plus fertiles, ils viennent redemander leurs terres et ils nous proposent d'autres terres plus arides. Nous voulions que les femmes aient accès à la terre et que cela soit reconnu par tous les états d'Afrique, surtout africains.

Biagiotti : *Est-ce qu'il y a un message de ce séminaire que vous avez envie de ramener de ce séminaire dans votre organisation ?*

Lougué : Oui, tout le monde est à la recherche de la fertilisation des terres, des sols, dans tous les pays, notamment en Afrique, en Amérique et dans les Caraïbes. Nous ne sommes pas les seuls. Nous devons rechercher l'information parce que c'est l'information qui nous manque. Nous devons rechercher des bailleurs de fonds qui puissent nous aider à faire des échanges d'idées, des échanges à travers les voyages et les formations, à nous financer pour que nous puissions partager des expériences. C'est à ce prix que nous pourrions réussir le développement.

La fertilité du sol

Le marché - trop petit!

Interview de Patrick Heffer

IFA – l'Association internationale de l'industrie des engrais

Introduction: Les agriculteurs africains utilisent en moyenne moins d'engrais que les autres fermiers du monde. Le coût élevé des intrants se combine avec les prix bas des produits agricoles pour rendre tout changement presque impossible dans ce domaine. Et pourtant, plusieurs pays africains fabriquent des engrais mais la plus grande partie de leur production est exportée vers d'autres continents. Dans ce contexte, l'industrie des engrais peut-elle améliorer la situation des agriculteurs africains ? Si oui, comment faire ?

Patrick Heffer est chargé du suivi des activités agricoles au sein de l'Association internationale de l'industrie des engrais (IFA*). Isabelle Biagiotti l'a rencontré lors d'un séminaire international organisé et financé par le CTA. Les représentants du secteur public et du secteur privé s'y trouvaient pour débattre des meilleurs moyens pour aider les agriculteurs à investir dans la fertilité des sols. Elle l'a interrogé sur sa position.

Commencement de la bande : «Le marché international d'abord...
Fin de la bande : ...qui là aussi manque cruellement.»
Durée de la bande : 4'22

* IFA – Association internationale de l'industrie des engrais. L'IFA représente l'ensemble de la filière des engrais, essentiellement les producteurs mais aussi quelques instituts dans quelque 80 pays actuellement.

La fertilité du sol

Le marché - trop petit!

Heffer : Le marché international, d'abord, donc c'est un marché qui est mondial, le marché des engrais. La production se fait essentiellement dans deux types de pays. D'une part, dans les pays qui ont des ressources abondantes et bon marché à exploiter, c'est le cas des pays qui ont des grosses réserves de phosphate ou de potasse et également des pays qui ont des réserves de gaz abondantes pour la production d'engrais azoté. Ça se fait également dans les pays avec des gros marchés nationaux –type Chine et Inde, qui sont les deux premiers pays consommateurs d'engrais au monde. Donc, dans le cas de la situation africaine, nous sommes face à un petit marché, donc rien de comparable avec l'Inde ou la Chine. Même si on prend la région Afrique en tant que telle, disons l'Afrique en dehors de l'Afrique du Nord et de l'Afrique du Sud, est la région avec la plus faible consommation d'engrais, de l'ordre de 9 kg/ha contre une moyenne mondiale de 100 kg/ha. Et par exemple les Chinois consomment 250 kg/ha. Et en matière de marché, de part du marché mondial, l'ensemble de l'Afrique cette fois ci, y compris l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud, représente seulement 3 %...

Biagiotti : *C'est très peu.*

Heffer : ...du marché mondial, donc c'est très peu. Donc c'est très difficile de développer une industrie qui ne serait que pour approvisionner le marché africain parce que le marché est trop petit à l'heure actuelle. Par ailleurs, il faut savoir quand même qu'il y a un certain nombre de producteurs d'engrais en Afrique, dans les pays où il y a des ressources naturelles. C'est le cas notamment des engrais phosphatés qui sont produits en Tunisie, et au Maroc, également au Togo, au Sénégal, en Afrique du Sud, qui ont des ressources de phosphates. Il y a également la production d'engrais azotés au Nigeria, en Afrique du Sud, qui ont des énergies à coût intéressant pour produire également des engrais. Donc, on est dans une situation où il y a quelques producteurs d'engrais qui produisent plus que ce qui est consommé actuellement en Afrique. Ils sont essentiellement tournés vers l'exportation et qui donc n'approvisionnent qu'en partie le marché national. L'autre partie étant approvisionnée par des importations européennes, américaines, asiatiques.

Biagiotti : *Qu'est-ce qui explique que finalement ces importations extérieures elles soient meilleur marché que la production locale ?*

Heffer : C'est pas qu'elles soient forcément meilleur marché parce que en fait en Afrique, c'est la région où on trouve les engrais les plus chers au niveau de l'agriculteur, les prix pouvant être deux, trois fois, voire cinq fois, supérieurs aux prix par exemple qu'on trouve en Europe. Ce sont essentiellement liés après à des problèmes de transport et de

distribution au sein des pays. Que les engrais arrivent d'un autre pays africain ou d'un autre continent, il n'y a pas vraiment de grosses différences de prix, ils sont sensiblement voisins. La différence de prix entre le prix de détail des engrais en Afrique et par exemple en Europe ou en Amérique du Nord ou en Asie, c'est essentiellement lié à des problèmes de logistique, de transport au sein des pays et de défaillance souvent des réseaux de distribution.

Biagiotti : *Est-ce que dans un séminaire comme celui-ci vous avez un message particulier à faire passer ?*

Heffer : Comme je vous l'ai dit, un des gros problèmes c'est le manque d'infrastructures qui contribue à cette différence de prix des engrais mais également aussi des autres intrants agricoles en Afrique par rapport aux autres régions et cette différence du ratio entre le prix des intrants et le prix des produits de la récolte en Afrique par rapport aux autres pays, donc ce ratio est beaucoup moins intéressant en Afrique ne contribue pas à une utilisation accrue des engrais et de nombreux autres intrants agricoles améliorés par les agriculteurs africains. Donc là c'est vraiment un message que j'ai fait passer ici, on a insisté, plusieurs personnes l'ont dit par ailleurs, et la meilleure façon d'améliorer ce ratio, donc de rendre les intrants agricoles plus intéressants, serait notamment d'améliorer les infrastructures, donc mettre en place des politiques visant à développer des infrastructures routières ou ferroviaires, également promouvoir l'esprit d'entreprise donc permettre aux petits entrepreneurs ou aux petites coopératives également de se lancer dans le détail, la vente de détail des engrais parce que ça manque cruellement et également d'organiser après les marchés pour la collecte des produits de la récolte, qui là aussi manquent cruellement.

La fertilité du sol

Une priorité internationale?

Interview de Yves Coffi Prudencio

Coordinateur pour l'Afrique sub-saharienne de l' « Initiative pour la fertilité des sols » de la Banque mondiale

Introduction: Le Sommet mondial pour l'alimentation en 1996 a porté la question de la fertilité des sols au rang de priorité internationale. C'est un nouveau champ d'action pour la Banque mondiale qui a décidé de développer une « Initiative pour la fertilité des sols ». Celle-ci vise à aider les gouvernements à établir des stratégies dans ce domaine et à trouver des financements. Lors d'un séminaire international organisé et financé par le CTA sur la question de la fertilité des sols, Isabelle Biagiotti a interrogé Yves Coffi Prudencio, coordinateur pour l'Afrique de cette « Initiative » sur sa mise en œuvre et les perspectives qu'elle a ouvertes. Des instruments que les agriculteurs ne doivent pas perdre de vue.

Commencement de la bande :	« Le sol étant le capital ...
Fin de la bande :	... à nous donner là-dessus.»
Durée de la bande :	4'49

La fertilité du sol

Une priorité internationale?

Prudencio : Le sol étant le capital fondamental de l'agriculture, il faut maintenir le sol, il faut accroître sa capacité à produire. Donc il a été reconnu depuis 1996, au Sommet mondial de l'alimentation. Beaucoup d'organismes de développement se sont concertés et ont tiré la conclusion qu'il faut absolument qu'on lance cette Initiative pour s'occuper pratiquement d'accroître les investissements dans la fertilité des sols.

Biagiotti : *C'est comment le financier s'intéresse à l'agriculture.*

Prudencio : C'est ça, voilà. Donc c'est à partir de ce moment que l'Initiative a été lancée. La Banque mondiale, la FAO et l'IFDC ont reçu pour mandat d'aider les pays, les différents pays à développer des plans d'action et à les mettre en œuvre pour solutionner ce problème de la fertilité des sols.

Biagiotti : *Et où en est-on aujourd'hui, est-ce que cette initiative est toujours à l'ordre du jour, est-ce qu'elle est dormante comme vous avez dit hier ?*

Prudencio : Oui, cette Initiative, d'abord elle a pris un élan à partir de 1996, qui a conduit à la production de plans d'action nationaux, ces plans d'action ont été produits dans plusieurs pays, une vingtaine de pays, environ, une douzaine ont finalisé leur plan d'action. Présentement, c'est une question de mettre en œuvre ces plans d'action avec des financements adéquats. A la Banque mondiale, pour utiliser des ressources soit de l'IDA, soit des ressources du GEF, pour ouvrir des fenêtres qui permettent de se focaliser un peu sur la gestion des sols et des terres en général. Mais le financement n'est certainement pas suffisant pour couvrir tous les besoins. Il faut réveiller aussi beaucoup d'autres bailleurs de fonds qui avaient promis s'impliquer dans ce domaine-là et que il faut mobiliser donc les acteurs au niveau des pays, les champions au niveau des pays, pour qu'ils deviennent plus actifs encore pour rappeler à tout un chacun les engagements qui avaient été pris depuis 1996 au Sommet de l'alimentation à Rome pour que les ressources nécessaires soient mobilisées pour se consacrer à cette tâche-là.

Biagiotti : *Est-ce que douze pays ça ne paraît pas très peu à l'échelle d'un continent ?*

Prudencio : Tout est une question d'apprentissage. Déjà, les douze pays n'arrivent pas encore à mobiliser toutes les ressources nécessaires pour la mise en œuvre de leur plan. Donc il faut apprendre petit à petit pour tirer des leçons et, en fonction des leçons, aider les autres. Donc, c'est en quelque sorte une étape pilote qui a été entamée et qu'il faut finaliser avant d'impliquer beaucoup d'autres pays encore. A l'étape actuelle,

on pense que douze pays, c'est trop, d'autres pensaient qu'il ne fallait commencer avec cinq ou six pays, donc...

Biagiotti : *Dans votre présentation de l'Initiative, on a pu remarquer qu'il y avait tout un volet sur l'organisation des marchés de fertilisants et de produits. Quels sont les manques organisationnels des marchés africains aujourd'hui ?*

Prudencio : Lorsque'on a commencé l'Initiative par exemple en Guinée, il y a les opérateurs du secteur des intrants agricoles qui se sont automatiquement d'eux-mêmes organisés pour pouvoir dialoguer avec la Banque et pour pouvoir dialoguer avec le gouvernement. Ils ont formé par exemple en Guinée ce qu'on appelle l'APIDIA, l'Association des producteurs et des importateurs des intrants agricoles. Nous avons vu cela comme étant une bonne initiative et nous avons essayé d'encourager ça dans les autres pays lors de la formulation des plans d'action. Oui, ces types d'organisations sont indispensables pour pouvoir discuter avec les gouvernements des politiques agricoles, surtout en ce qui concerne l'approvisionnement des intrants agricoles en milieu paysan, quelles sont les solutions qu'il faut trouver, quelles règles et lois qui sont présentes, comment les améliorer, pour pouvoir servir le besoin des paysans.

Biagiotti : *En vous écoutant, j'ai vraiment l'impression que finalement le principal résultat de cette Initiative, c'est d'avoir mis le sujet sur l'agenda des politiques.*

Prudencio : Oui, ça a été un acquis important. C'est devenu aussi un terme à la mode maintenant. Parce que plusieurs bailleurs de fonds, plusieurs chargés même de projets à la Banque mondiale ont ça en tête. Et lorsqu'ils bâtissent un projet, ils essaient de mettre un petit volet là-dessus ou bien demandent des informations pour pouvoir mettre quelque chose là-dessus. Donc, la sensibilisation a été un acquis important pour que certaines ressources soient dirigées quand même vers ça, au moins même si les ressources ne sont pas encore dirigées là-dessus, ça trône dans les esprits et c'est un acquis potentiel sur lequel on peut agir pour obtenir des ressources supplémentaires.

Biagiotti : *Et c'est une bonne nouvelle pour les agriculteurs ?*

Prudencio : C'est absolument une bonne nouvelle pour les agriculteurs. Donc ils peuvent taper à la porte des bailleurs de fonds maintenant en disant : « on parle partout de la fertilité des sols et de l'Initiative pour la fertilité des sols, qu'est-ce que vous avez à nous donner là-dessus ? »

La fertilité du sol

Pour réduire le coût

Interview de Djibril Ndiaye

Directeur de Mali Agri Service, filiale des Industries chimiques du Sénégal (ICS).*

*L'ICS a aujourd'hui une capacité de production équivalent à 1 500 tonnes/jour toutes formulations confondues en engrais.

Introduction: Les agriculteurs africains figurent parmi les plus faibles consommateurs d'engrais au monde. Ce sont leurs sols qui se dégradent le plus rapidement sur la planète. Ce constat a été au cœur d'un séminaire organisé en novembre 2003 par le CTA aux Pays-Bas.

Pourtant, la production d'engrais n'est pas absente du continent, bien au contraire. Isabelle Biagiotti a rencontré au cours de ce séminaire Djibril Ndiaye, directeur d'une filiale malienne des Industries chimiques du Sénégal. Il lui a expliqué les limites organisationnelles des marchés africains. La concurrence étrangère et les problèmes logistiques conduisent à une surévaluation des cours des engrais, au détriment des agriculteurs qui ne peuvent assumer des coûts d'approvisionnement aussi élevés. Pour sortir de ce cercle vicieux, Djibril Ndiaye en appelle au développement d'une préférence africaine en matière d'engrais.

Commencement de la bande:	«Le marché des engrais aujourd'hui ...
Fin de la bande:	... limitrophes à des coûts moindres.»
Durée de la bande:	2'17

La fertilité du sol

Pour réduire le coût

Ndiaye : Le marché des engrais aujourd'hui, c'est un marché ouvert. Comme on a eu à l'entendre durant ce séminaire, c'est un marché plus ou moins géré par des cartels donc de producteurs. Ce que je peux vous parler statistiquement chez nous au niveau de l'Afrique de l'Ouest, qu'il y a au fait une industrie qui est une des plus grandes, sinon la plus grande de la sous région, c'est-à-dire de l'Afrique de l'Ouest, et qui pourrait desservir toute l'Afrique de l'Ouest tout en réduisant le coût de ces intérêts là au niveau des producteurs. Donc c'est pourquoi je disais tantôt, je formulais tantôt une recommandation en disant qu'il fallait qu'il y ait plus de collaboration Sud-Sud afin de pouvoir réduire un peu les coûts de ces intrants.

Biagiotti : Et qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui cette industrie elle n'arrive pas à fournir des produits accessibles aux producteurs locaux ?

Ndiaye : On n'a pas de prix bas parce que, effectivement, il y a plusieurs prétendants sur le marché qui viennent d'origines différentes. Notamment il y a des producteurs qui nous viennent de l'Europe, de l'Est comme de l'Ouest, qui viennent d'Afrique. Donc, nous on a des coûts plus réduits parce qu'on a des coûts de transport moins élevés, on a des coûts de main d'œuvre moins élevés mais nous sommes obligés d'être à la remorque de ces gens qui nous viennent de l'extérieur et qui mènent les prix à un certain niveau. Donc là, nous ne pouvons pas baisser. Mais si les marchés ou les offres nous étaient adressés directement, avec ce dialogue Nord Sud Sud dont j'ai parlé, on pourrait nous quand même donner des en tout cas à des prix acceptables pour le paysan.

Biagiotti : A votre avis, quels sont les acteurs qui peuvent le plus changer les choses ?

Ndiaye : Il faudrait que l'on puisse arriver à mettre une jonction entre les producteurs africains, c'est-à-dire de la sous région Sud Ouest et les fabricants d'engrais de la sous-région. Je dis ça peut être des décisions politiques, avec les politiques pour s'en mêler entre les gouvernements et dire. Je veux dire une chose que j'ai oublié de vous dire, c'est que aujourd'hui, beaucoup de pays africains, certains pays africains du moins, sont actionnaires au niveau des Industries chimiques du Sénégal, notamment le Cameroun que je connais, la Côte d'Ivoire, etc. Donc ces pays-là ils ont un réel intérêt à acheter l'engrais, qui est d'ailleurs un engrais de très bonne qualité, et qui pourraient se vendre dans les pays-là limitrophes à des coûts moindres.